

1 Services de soins de santé dans le marché intérieur

- Système d'appel d'urgence dans les voitures : Parlement européen
- Modification des règles relatives aux marchés publics : Parlement Européen et Conseil
- Rapport sur les effets de la directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers : Commission européenne
- Transposition de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers : Commission européenne
- Brochure informative sur les soins de santé transfrontaliers : Commission européenne
- Transparence des tarifs des prestations médicales dans la directive relative aux soins transfrontaliers : Belgique
- Implémentation de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers : Belgique

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- Essais cliniques sur des médicaments à usage humain : Parlement européen
- Système d'alerte pour le sang ou les composants sanguins : Commission européenne
- Financement de la pharmacovigilance : accord entre le Conseil et le Parlement

3 Santé publique

- Conclusions du processus de réflexion sur les systèmes de santé modernes, réactifs et durables : Conseil
- Accord sur le Programme Santé publique (2014-2020).
- Sécurité des patients et qualité des soins : consultation publique
- Inégalités de santé : rapport de la Commission
- Vaccination contre la grippe : document de travail de la Commission
- Demandes d'avis au panel d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé
- Malades chroniques : action commune

4 Politique sociale

- Aspects sociaux du Semestre européen : Parlement européen
- Méthode ouverte de coordination en matière de soins de santé dans le cadre du JAF : Commission européenne

5 e-Health

- Résolution sur le plan d'action pour la santé en ligne : Parlement européen

6 Politique économique

- Révision du programme d'ajustement économique : Irlande
- Révision du programme d'ajustement économique : Portugal
- Seconde révision du programme d'ajustement : Chypre
- Soutien à la balance des paiements à titre préventif : Roumanie
- Programmes de partenariat économique : Espagne, France, Malte, Nederland, Slovénie
- Conditionnalité macroéconomique dans la politique de cohésion 2014-2020 : Conseil
- Accord et programmes de partenariat dans le cadre de la politique de cohésion : note de position établie par la Commission pour chaque pays
- Accords contractuels entre les institutions européennes et les États membres: Conseil européen

7 Assurances

- Achat de produits d'assurance : Parlement européen

8 Cour de Justice de l'Union européenne

- Interdiction de la vente en parapharmacie de médicaments soumis à prescription : Arrêt
- Critères démographiques appliqués pour l'ouverture de nouvelles officines : Arrêt
- Congé parental : Arrêt
- Affectation prédéterminée d'une taxe sur les dépenses de soins de santé : Arrêt
- Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt
- Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt
- Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt
- Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Disposition
- Règles professionnelles pour les médecins : Arrêt
- Application de la directive relative aux services dans le marché intérieur sur les centres d'accueil de jour et de nuit fournissant des aides et des soins aux personnes âgées : Arrêt
- Exclusion des professionnels de la santé du champ d'application de la loi sur les pratiques commerciales : Conclusions de l'avocat général
- Marchés publics et attribution interne ou « in house » : Conclusions de l'avocat général
- Marchés publics pour la gestion de services publics de santé : Question préjudicielle
- Assurance soins de santé avec effet rétroactif : Question préjudicielle

9 Concurrence

- Rapport sur les accords de règlement de brevet dans le secteur des médicaments : Commission européenne

- Ralentissement de la commercialisation d'un analgésique générique : Commission européenne
- Avis sur la chaîne de distribution des médicaments : France
- Accords qui faussent la concurrence entre grossistes en médicaments : Slovénie
- Amende pour entrave à la commercialisation d'un produit générique : France
- Soutien aux services de télémédecine : Allemagne
- Réglementation pour les chiropracteurs et les kinésithérapeutes : Danemark
- Accords sur les prix des dispositifs dentaires : Hongrie
- Renforcement de la concurrence sur le marché des services hospitaliers : Bulgarie
- Concurrence en matière de soins ambulatoires : Bulgarie
- Approbation d'une fusion hospitalière : Pays-Bas
- Plus de personnel infirmier qualifié que ce qui est prévu dans le cahier des charges : Suède

10 Procédures d'infraction

- Directive sur le temps de travail : Italie
- Directive sur le temps de travail : Espagne
- Directive de l'Union européenne sur la prévention des blessures par objets tranchants : Chypre

11 Divers

- Lancement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne (2014-2020)
 - Groupe consultatif sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) : Commission européenne
 - Examen des entraves réglementaires dans la commercialisation des médicaments et des dispositifs médicaux
 - Mise à jour hebdomadaire sur les aspects santé du TTIP : EPHA
 - Prestation de soins dans le cadre des négociations TTIP : BMA
 - Mise en garde des syndicats quant à l'augmentation du prix des médicaments à la suite des accords de libre-échange
 - Proposition de législation relative à la protection des données : Question parlementaire
 - Mise en garde de la communauté scientifique quant aux risques induits par le règlement sur la protection des données pour les sciences médicales
 - La législation en matière de TVA pour les services publics et les exonérations fiscales dans l'intérêt public : Consultation publique
 - Rapport anticorruption de l'UE : Commission européenne
 - Octroi du statut de Consortium européen d'infrastructure de recherche (ERIC) : Commission européenne
 - Causes de mortalité dans l'UE en 2010 : Eurostat
 - Soins de santé transfrontaliers : Eurohealth
 - Les effets de la crise en termes d'accès aux soins de santé : Eurofound
 - Emprunt pour l'infrastructure soins de santé en République tchèque : Banque européenne d'investissement
 - Octroi d'un emprunt à l'hôpital de Graz : Banque européenne d'investissement
 - Accord sur un « programme hôpital du futur » en France : Banque européenne d'investissement
-

1 Services de soins de santé dans le marché intérieur

➤ **Système d'appel d'urgence dans les voitures : Parlement européen**

D'ici au mois d'octobre 2015, tous les nouveaux modèles de voitures personnelles et de véhicules utilitaires légers dans l'UE devraient être équipés de dispositifs d'appel d'urgence qui alertent automatiquement les services de secours en cas d'accident. Le Parlement a approuvé la législation relative au système « eCall ».

DOC [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

➤ **Modification des règles relatives aux marchés publics : Parlement Européen et Conseil**

Le Parlement et le Conseil ont approuvé les nouvelles règles relatives aux marchés publics. La procédure relative aux marchés de fourniture de services dans les soins de santé est simplifiée.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

➤ **Rapport sur les effets de la directive relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers : Commission européenne**

La Commission européenne a publié un rapport sur les effets de la directive relative à l'application des droits en matière de soins de santé transfrontaliers. Ce rapport examine plus particulièrement les effets potentiels des systèmes d'autorisation préalable introduits et de la définition de l'État membre chargé de rembourser aux retraités ayant transféré leur résidence dans un nouvel État membre les coûts des soins de santé transfrontaliers.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

➤ **Transposition de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers : Commission européenne**

La Commission a présenté au Conseil des ministres de la Santé publique une note informative sur la transposition de la directive relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers. La Commission y invite fermement les États membres à transposer la directive.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Brochure informative sur les soins de santé transfrontaliers : Commission européenne**

La Commission européenne a publié une brochure informative pour les patients souhaitant bénéficier de soins médicaux dans un autre État membre.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Transparence des tarifs des prestations médicales dans la directive relative aux soins transfrontaliers : Belgique**

Le Conseil des ministres belge a approuvé un avant-projet de loi relatif à la transparence financière des soins de santé. Les patients ont le droit de disposer d'un détail complet des honoraires et des prestations qui leur sont facturés. Par ce projet de loi, la Belgique transpose, en droit national, les dispositions relatives à la transparence, telles que prévues par la directive européenne relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

DOC [NL](#) - [FR](#) HTML

➤ **Implémentation de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers : Belgique**

Une modification de la loi belge prévoit que l'INAMI publie désormais la liste des prestataires de soins qui se sont engagés à respecter les tarifs définis par la convention. Ces tarifs fixés par les conventions sont également d'application sur les patients qui viennent de l'étranger.

Les dispositions du Fonds de solidarité particulier sont également adaptées à la directive européenne. Ce Fonds prévoit - outre l'assurance soins de santé - un filet supplémentaire pour les prestations médicales nécessaires importantes non remboursées et particulièrement coûteuses.

DOC [NL](#) - [FR](#) HTML

2 Médicaments et dispositifs médicaux

Essais cliniques sur des médicaments à usage humain : Parlement européen

La Commission de l'Environnement, de la Santé publique et de la Sécurité alimentaire (ENVI) du Parlement européen a approuvé le compromis obtenu de concert avec le Conseil pour les essais cliniques sur les médicaments à usage humain. Le Parlement a ajouté des dispositions destinées à améliorer la transparence.

DOC [EN](#) HTML

Système d'alerte pour le sang ou les composants sanguins : Commission européenne

La Commission européenne a lancé un système basé sur le web qui doit permettre aux autorités sanitaires nationales d'échanger rapidement des informations et de déclencher des alertes pour le sang et les composants sanguins afin de prévenir des incidents transfrontaliers ou de les traiter.

DOC [EN](#) HTML

Financement de la pharmacovigilance : accord entre le Conseil et le Parlement

Le Comité des représentants permanents du Conseil (COREPER) a approuvé le compromis conclu avec le Parlement européen sur le financement de la pharmacovigilance renforcée. Le règlement autorise l'Agence européenne du médicament à lever des cotisations et à indemniser les autorités nationales compétentes pour leurs activités dans le cadre du système de pharmacovigilance de l'Union européenne (UE).

DOC [EN](#) PDF

3 Santé publique

Conclusions du processus de réflexion sur les systèmes de santé modernes, réactifs et durables : Conseil

En décembre 2013, les ministres de la Santé publique ont adopté au sein du Conseil des conclusions dans le cadre du processus de réflexion sur les systèmes de santé modernes, réactifs et durables. Ces conclusions invitent les États membres à assurer la coordination nécessaire au niveau national et européen afin que le secteur de la santé soit représenté de manière adéquate dans le processus du Semestre européen. À cette fin, on plaide en faveur de l'établissement d'une coopération entre le groupe de travail des hauts fonctionnaires sur la Santé publique et le Comité de la protection sociale.

DOC [EN](#) PDF

Accord sur le Programme Santé publique (2014-2020).

La présidence lituanienne du Conseil, la Commission et le Parlement européen sont parvenus à un accord sur le Programme Santé publique (2014-2020).

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Sécurité des patients et qualité des soins : consultation publique**

La Commission européenne a lancé une consultation publique sur la sécurité des patients et la qualité des soins.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Inégalités de santé : rapport de la Commission**

La Commission européenne a publié un rapport sur les inégalités de santé. Selon la Commission, les inégalités en matière d'espérance de vie et de mortalité infantile diminuent entre les États membres.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Vaccination contre la grippe : document de travail de la Commission**

La Commission a publié un document de travail contenant une analyse intermédiaire sur l'implémentation de la recommandation du Conseil relative à la vaccination contre la grippe. Selon le rapport, la plupart des États membres n'atteignent pas l'objectif visé, à savoir de vacciner 75 % des personnes âgées.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Demandes d'avis au panel d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé**

La Commission européenne a sollicité l'avis du panel d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé quant aux options politiques relatives à la compétition entre prestataires de soins et à l'agenda futur de l'Union européenne en matière de qualité des soins.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Malades chroniques : action commune**

L'action commune sur les maladies chroniques et la promotion du vieillissement en bonne santé CHRODIS a débuté.

DOC [EN](#) HTML

4 Politique sociale

➤ **Aspects sociaux du Semestre européen : Parlement européen**

La Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen a approuvé un rapport sur l'emploi et les aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2014. Le Parlement constate néanmoins que le tableau de bord d'indicateurs sociaux n'est pas contraignant, contrairement à celui identifiant les déséquilibres macroéconomiques. Il demande, dès lors, à la Commission et aux États membres d'évaluer la situation à la lumière des déséquilibres croissants en matière d'affaires sociales dans l'Union européenne. Le rapport insiste pour que le tableau de bord social intègre des indicateurs supplémentaires, parmi lesquels l'accès aux soins de santé.

DOC [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

➤ **Méthode ouverte de coordination en matière de soins de santé dans le cadre du JAF: Commission européenne**

La Commission a résumé les actions entreprises dans le cadre du Paquet d'investissement social. Elle a publié, en outre, un plan par étape des initiatives mises en place. Elle y signale notamment qu'elle examine la faisabilité d'ajouter la méthode ouverte de coordination en matière de soins de santé au cadre d'évaluation conjointe (« Joint Assessment Framework »). Elle prévoit d'engager, dans le courant de l'année, une discussion à ce sujet avec le sous-groupe Indicateurs du Comité de la protection sociale.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) HTML

5 e-Health

➤ Résolution sur le plan d'action pour la santé en ligne : Parlement européen

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le plan d'action santé en ligne 2012-2020.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

6 Politique économique

➤ Révision du programme d'ajustement économique : Irlande

Dans le cadre de la douzième et dernière révision du programme d'ajustement économique pour l'Irlande, la Commission européenne constate que le déficit pour 2013 se situe tout juste en dessous du seuil prévu pour pouvoir engager une procédure dite des déficits excessifs, malgré des écarts dans le secteur de la santé. Ces déficits résultent pour la plupart du retard engrangé dans l'implémentation des mesures budgétaires.

DOC [EN](#) HTML

➤ Révision du programme d'ajustement économique : Portugal

La huitième et neuvième révision du programme d'ajustement économique pour le Portugal évalue exhaustivement les réformes dans le secteur de la santé (voir p. 25 et plus loin).

DOC [EN](#) PDF

➤ Seconde révision du programme d'ajustement : Chypre

Les réformes à mener dans le secteur de la santé ont également été évaluées dans le cadre de la seconde révision du programme d'ajustement économique de Chypre (voir pages 31/32).

DOC [EN](#) PDF

➤ Soutien à la balance des paiements à titre préventif : Roumanie

Le Conseil a approuvé le projet visant à fournir un soutien financier à moyen terme à la Roumanie. L'Union européenne et le FMI prévoient d'accorder conjointement ce soutien sur la base d'un nouveau programme de soutien (balance of payments assistance programme, BoP). À cette fin, la Roumanie s'est engagée à entreprendre, sur la base d'un nouveau protocole d'accord, une série de réformes, y compris dans le secteur des soins de santé (cf. le « Memorandum of Understanding », pages 15-16).

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) HTML

➤ Programmes de partenariat économique : Espagne, France, Malte, Pays-Bas, Slovaquie

Dans le cadre de la surveillance renforcée sur les États membres de la zone Euro présentant un déficit excessif, l'Espagne, la France, Malte, les Pays-Bas et la Slovaquie ont introduit des programmes de partenariat économique qui ont été évalués par la Commission européenne. Sur proposition de la Commission, le Conseil a adopté des conclusions sur chacun de ces programmes. Chaque programme comporte un volet incluant des réformes dans le secteur de la santé.

Cliquez sur chacun des pays sous "Most recent updates (15 November 2013)":

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML | DOC 3 [EN](#) PDF

➤ Conditionnalité macroéconomique dans la politique de cohésion 2014-2020 : Conseil

Le Conseil a approuvé, en décembre 2013, l'ensemble des mesures relatives à la politique de cohésion pour la période 2014-2020. Y figure la législation relative aux accords de partenariat

conclus entre la Commission et chacun des États membres, afin de fixer les engagements relatifs à l'utilisation des fonds aux fins de la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020. Par ces accords de partenariat, le financement issu des fonds structurels et d'investissement européens est également soumis à la conditionnalité macroéconomique. Lorsqu'un État membre ne donne pas une suite satisfaisante à cette condition, la Commission peut suspendre tout ou partie des paiements pour les programmes concernés.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

Accords et programmes de partenariat dans le cadre de la politique de cohésion : note de position établie par la Commission pour chaque pays

La Commission européenne a préparé une note pour chaque État membre relative au développement d'un accord et d'un programme de partenariat pour la période 2014-2020. Ces accords et programmes constituent la base pour dégager des moyens financiers à partir des fonds structurels et d'investissement. Les mesures envisagées dans le secteur des soins de santé sont exposées dans chacune de ces notes.

DOC [EN](#) HTML

Accords contractuels entre les institutions européennes et les États membres: Conseil européen

Les conclusions des chefs d'État et de gouvernement du Conseil européen de décembre 2013 contiennent les axes principaux d'un accord à conclure sur les accords contractuels négociés entre les États membres et les institutions européennes et d'un mécanisme de solidarité à instaurer pour soutenir les États bien avant qu'ils ne se trouvent confrontés à de sérieuses difficultés. Il est prévu que ce système soit intégré au Semestre européen, qu'il soit appliqué aux États membres de la zone Euro non soumis à un programme d'ajustement macroéconomique et qu'il soit ouvert aux États en dehors de la zone Euro. Les accords seraient basés sur les programmes nationaux de réforme et tiendraient compte des priorités économiques de l'Union et des recommandations spécifiques par pays. La proposition sera affinée d'ici au mois d'octobre 2014.

DOC [EN](#) PDF

7 Assurances

Achat de produits d'assurance : Parlement européen

Le Parlement européen a voté des amendements sur la proposition de modification des règles relatives à l'information et à l'avis sur les courtiers d'assurance et les vendeurs. Il faut encore aboutir à un consensus sur cette proposition avec le Conseil.

DOC [EN](#) PDF

8 Cour de Justice de l'Union européenne

Interdiction de la vente en parapharmacie de médicaments soumis à prescription : Arrêt

L'interdiction de la vente en parapharmacie de médicaments soumis à prescription, est en adéquation avec le droit européen. Pareille interdiction se justifie par l'objectif d'assurer un

approvisionnement de la population sûr et de qualité.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Critères démographiques appliqués pour l'ouverture de nouvelles officines : Arrêt**

En Autriche, l'ouverture d'une nouvelle officine requiert une autorisation préalable subordonnée à l'existence d'un « besoin ». Dans l'affaire C-367/12, la Cour répond que la liberté d'établissement - en particulier l'exigence de cohérence dans la poursuite de l'objectif recherché - s'oppose à une réglementation qui ne permet pas aux autorités compétentes de tenir compte des particularités locales.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) PDF

➤ **Interaction entre congé de maternité et congé parental: Arrêt**

Dans les affaires jointes C-512/11 et C-513/11, la Cour répond à une série de questions sur l'interaction entre le congé de maternité et le congé parental en application de la directive 96/34/EG.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Affectation prédéterminée d'une taxe sur les dépenses de soins de santé : Arrêt**

La Cour estime qu'une législation nationale instituant une taxe sur la vente au détail d'huiles minérales s'oppose à la directive européenne sur les produits soumis à accise, dès lors que cette taxe, destinée à financer l'exercice par les collectivités territoriales concernées de leurs compétences en matière de santé et d'environnement, ne vise pas, par elle-même, à assurer la protection de la santé et de l'environnement.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt**

Dans l'affaire C-493/12, la Cour répond à quelques questions dans le cadre de l'application du règlement n°469/2009 relatif au certificat complémentaire de protection pour les médicaments.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt**

Conformément à l'arrêt de la Cour rendu dans l'affaire C-484/12, le titulaire d'un brevet de base et d'un certificat complémentaire de protection de médicament consistant en une composition de plusieurs principes actifs, peut également obtenir un certificat complémentaire de protection pour l'un de ces principes actifs, qui, pris individuellement, est également protégé en tant que tel par ledit brevet.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Arrêt**

Dans l'affaire C-443/12, la Cour répond également à quelques questions sur l'application du règlement n° 469/2009 relatif au certificat complémentaire de protection pour les médicaments.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Certificat complémentaire de protection pour les médicaments : Disposition**

Dans l'affaire C-555/13, la Cour répond encore une fois à quelques questions sur l'application du règlement n° 469/2009 relatif au certificat complémentaire pour les médicaments.

DOC [FR/NL](#) HTML

➤ **Règles professionnelles pour les médecins : Arrêt**

Dans l'affaire C-475/11, la Cour estime que les règles professionnelles fixées pour les médecins, stipulant que les honoraires doivent être appropriés et calculés sur la base des tarifs officiels et leur interdisant d'effectuer de la publicité, doivent poursuivre un objectif

d'intérêt général et être propres à garantir la réalisation de celui-ci et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif poursuivi.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Application de la directive relative aux services dans le marché intérieur sur les centres d'accueil de jour et de nuit fournissant des aides et des soins aux personnes âgées : Arrêt**

Dans l'affaire C-57/12, la Cour énonce l'exclusion des soins de santé du champ d'application de la directive 2006/123/EG relative aux services dans le marché intérieur. La Cour stipule que les centres d'accueil de jour et de nuit fournissant des aides et des soins aux personnes âgées sont exclus du champ d'application de cette directive dès lors que les activités exercées par des professionnels de la santé constituent une partie principale des services offerts par ces centres.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Exclusion des professionnels de la santé du champ d'application de la loi sur les pratiques commerciales : Conclusions de l'avocat général**

Dans l'affaire C-421/12, l'avocat général estime que la législation belge n'est pas en adéquation avec la directive européenne sur les pratiques commerciales illégales. Selon lui, l'exclusion des professions libérales, des dentistes et des kinésithérapeutes du champ d'application de la loi du 5 juin 2007 sur les pratiques commerciales s'oppose à la réglementation européenne.

DOC [NL/FR](#) HTML

➤ **Marchés publics et attribution interne ou « in house » : Conclusions de l'avocat général**

Dans l'affaire C-574/12, l'avocat général précise l'application des règles relatives à l'attribution interne des marchés à un adjudicataire, entité de droit privé dont les membres sont titulaires d'intérêts particuliers. Il stipule que l'exception « in house » ne peut s'appliquer lorsqu'un attributaire est autorisé, en vertu de ses statuts, à fournir des services, en régime de concurrence, à des entités publiques non sociétaires ou à des entités privées dont la prestation de services ne représente pas un volume de facturation supérieur à 20 % de son chiffre d'affaires annuel global de l'exercice précédent.

DOC [FR/NL](#) HTML

➤ **Marchés publics pour la gestion de services publics de santé : Question préjudicielle**

Dans l'affaire C-552/13, il a été demandé à la Cour si la condition formulée dans les marchés de gestion de services publics de santé, selon laquelle la prestation médicale doit uniquement être fournie dans une municipalité particulière, qui peut ne pas être celle du domicile des patients, est compatible avec le droit de l'Union européenne.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **Assurance soins de santé avec effet rétroactif : Question préjudicielle**

Dans l'affaire C-543/13, des questions relatives aux restrictions dans la législation néerlandaise relative à l'affiliation avec effet rétroactif à l'assurance soins de santé sont posées à la Cour.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

9 Concurrence

➤ **Rapport sur les accords de règlement de brevet dans le secteur des médicaments : Commission européenne**

La Commission européenne a publié son rapport 2012 relatif aux accords de règlement de

brevet entre les entreprises détentrices de brevets et les entreprises génériques. Selon la Commission, le nombre de conventions éventuellement problématiques diminue année après année.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Ralentissement de la commercialisation d'un analgésique générique : Commission européenne**

La Commission européenne a infligé une amende à Johnson & Johnson et Novartis pour avoir retardé la commercialisation d'un analgésique générique.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML

➤ **Avis sur la chaîne de distribution des médicaments : France**

L'autorité de la concurrence française a publié un avis sur la chaîne de distribution des médicaments.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Accords qui faussent la concurrence entre grossistes en médicaments : Slovaquie**

L'Office slovaque de protection de la concurrence a estimé que 4 grossistes en médicaments ont conclu des accords qui faussent la concurrence.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Amende pour entrave à la commercialisation d'un produit générique : France**

L'autorité de la concurrence française sanctionne à hauteur de 15,3 millions d'euros le laboratoire pharmaceutique Schering-Plough pour avoir entravé la commercialisation du générique de son médicament princeps Subutex®.

DOC 1 [FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **Soutien aux services de télémédecine : Allemagne**

La Commission européenne estime que les projets allemands visant à soutenir la création d'une plateforme pour les services de télémédecine à Sachsen sont en adéquation avec les règles relatives aux aides d'État.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Réglementation pour les chiropracteurs et les kinésithérapeutes : Danemark**

L'autorité de la concurrence danoise estime que la réglementation dans le secteur des chiropracteurs et des kinésithérapeutes limite la concurrence dans ce secteur.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Accords sur les prix des dispositifs dentaires : Hongrie**

L'autorité de la concurrence hongroise inflige une amende à W&H Dentalwerk Bürmoos GmbH et à certains de ses distributeurs pour avoir conclu des accords fixant des prix de vente minimaux pour des dispositifs dentaires.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **Renforcement de la concurrence sur le marché des services hospitaliers : Bulgarie**

La Commission bulgare pour la protection de la concurrence estime que l'établissement d'un nombre maximum de lits par type de soins entrave la concurrence et supprime les incitants permettant d'améliorer la qualité. Elle stipule également que le système où le fonds d'assurance-maladie conclut un contrat avec tous les hôpitaux remplissant les conditions minimales, entrave la concurrence. Enfin, cette Commission estime que tous les prestataires de soins qui remplissent les critères médicaux, indépendamment de leur statut juridique, devraient pouvoir fournir une aide médicale urgente et être financé par l'autorité.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Concurrence en matière de soins ambulatoires : Bulgarie**

La Commission bulgare pour la protection de la concurrence stipule que l'interdiction pour les hôpitaux départementaux de fournir des soins ambulatoires financés par le Fonds d'assurance-maladie national limite la concurrence.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Approbation d'une fusion hospitalière : Pays-Bas**

L'organisme « Autoriteit Consument & Markt » (ACM) aux Pays-Bas a approuvé la fusion entre les hôpitaux "Medisch Centrum Haaglanden" (MCH) et "Bronovo" à la Haye.

DOC [NL](#) HTML

➤ **Plus de personnel infirmier qualifié que ce qui est prévu dans le cahier des charges : Suède**

L'autorité de concurrence suédoise estime que le principe de proportionnalité est violé dans la mesure où les fournisseurs employant plus de personnel infirmier qualifié que le minimum imposé par le cahier des charges, ont été exclus d'un marché.

DOC [EN](#) HTML

10 Procédures d'infraction

➤ **Directive sur le temps de travail : Italie**

La Commission défère l'Italie devant la Cour européenne de justice du fait de l'application incorrecte de la directive sur le temps de travail aux médecins des services de santé publique.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Directive sur le temps de travail : Espagne**

La Commission européenne a demandé à l'Espagne de respecter le droit des médecins légistes à une durée de travail limitée et à des périodes minimales de repos, comme prévu par la directive sur le temps de travail (2003/88/CE).

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Directive de l'Union européenne sur la prévention des blessures par objets tranchants : Chypre**

La Commission a demandé à Chypre de transposer en droit national la directive européenne sur la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et sanitaire (2010/32/UE).

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

11 Divers

➤ **Lancement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne (2014-2020)**

Horizon 2020, le programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020 a démarré avec la publication des programmes de travail 2014-2015. La recherche relative à la santé et au bien-être a été également financée par ce programme.

➤ **Groupe consultatif sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) : Commission européenne**

La Commission a créé un groupe consultatif ad hoc composé d'experts représentant un vaste éventail d'intérêts, dont ceux issus du secteur de la santé. Celui-ci aura pour mission de fournir aux négociateurs commerciaux de l'Union européenne des avis dans le cadre des négociations relatives au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP).

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

➤ **Examen des entraves réglementaires dans la commercialisation des médicaments et des dispositifs médicaux**

Lors du second tour des négociations sur le libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, les parties ont engagé des discussions approfondies sur les entraves techniques et réglementaires dans certains secteurs, dont celui des médicaments et des dispositifs médicaux.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Mise à jour hebdomadaire sur les aspects santé du TTIP : EPHA**

L'EPHA instaure un briefing hebdomadaire sur les évolutions dans le cadre des négociations relatives au partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et sur les éventuels effets négatifs qui en résultent pour la santé publique.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Prestation de soins dans le cadre des négociations TTIP : BMA**

Les services de la Commission européenne et le ministre britannique de la Santé ont répondu aux préoccupations de la « British Medical Association » (BMA), précisant que les services de santé ne tombent pas sous le champ d'application des négociations TTIP.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Mise en garde des syndicats quant à l'augmentation du prix des médicaments à la suite des accords de libre-échange**

La Confédération européenne des syndicats (CES) et ses opposants internationaux expriment leur inquiétude quant aux propositions formulées par les États-Unis dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) et du Partenariat transpacifique (PTP), à savoir de garantir aux producteurs de médicaments la possibilité d'intervenir dans les décisions en matière de prix et de taux de remboursement des produits.

DOC [EN](#) - [FR](#) HTML

➤ **Proposition de législation relative à la protection des données : Question parlementaire**

Dans une question parlementaire, le député belge Marc Tarabella (S&D) a posé une série de questions sur le projet de législation relative à la protection de données et, en particulier, sur l'absence de dispositions spécifiques pour la conservation et l'échange des données en matière de santé publique.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **Mise en garde de la communauté scientifique quant aux risques induits par le règlement sur la protection des données pour les sciences médicales**

Une coalition d'organisations de recherche médicale met en garde quant aux risques auxquels serait exposé la recherche médicale dans le secteur de la santé, si les amendements proposés par le Parlement européen au règlement sur la protection des données devaient être adoptés.

DOC [EN](#) PDF

➤ **La législation en matière de TVA pour les services publics et les exonérations fiscales dans l'intérêt public : Consultation publique**

La Commission européenne organise une consultation publique sur le réexamen de la législation TVA existante pour les organismes publics et des exonérations fiscales dans l'intérêt public.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Rapport anticorruption de l'UE : Commission européenne**

La Commission européenne a publié un rapport anticorruption, pointant notamment la vulnérabilité du secteur de la santé à la corruption.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **Octroi du statut de Consortium européen d'infrastructure de recherche (ERIC) : Commission européenne**

La Commission européenne a octroyé ce statut de consortium européen à quatre infrastructures de recherche dans les domaines de la santé et des sciences sociales.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Causes de mortalité dans l'UE en 2010 : Eurostat**

Eurostat a dressé un état des lieux des causes de mortalité dans l'UE en 2010.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **Soins de santé transfrontaliers : Eurohealth**

Le dernier numéro d'Eurohealth explore différents thèmes en rapport avec la directive européenne relative aux droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Les effets de la crise en termes d'accès aux soins de santé : Eurofound**

Eurofound a publié un document de travail sur les effets de la crise en termes d'accès aux soins de santé.

DOC [EN](#) PDF

➤ **Emprunt pour l'infrastructure soins de santé en République tchèque : Banque européenne d'investissement**

La Banque européenne d'investissement a approuvé l'octroi d'un emprunt à la région tchèque Moravie du Sud, destiné au cofinancement de projets, notamment dans l'infrastructure soins de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Octroi d'un emprunt à l'hôpital de Graz : Banque européenne d'investissement**

La Banque européenne d'investissement a approuvé l'octroi d'un emprunt à l'hôpital de Graz, établi en Autriche, destiné à financer son programme d'investissement pluriannuel.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Accord sur un « programme hôpital du futur » en France : Banque européenne d'investissement**

Les autorités françaises ont signé un mémorandum d'accord avec la Banque européenne d'investissement sur les hôpitaux du futur.

DOC [EN](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/